



zero
EMISSIONS | OMISSIONS

Lettre ouverte des Organisations de la société civile environnementale africaine, adressée au Président de la Banque Africaine de Développement

Appel à stopper immédiatement le financement des projets charbonniers sur le continent africain

Monsieur le Président,

Nous, organisations de la société civile appelons le leadership de la banque dont vous assurez la présidence pour mettre en place immédiatement une directive interdisant le financement, les services financiers ou soutien technique de la banque envers tout projet charbonnier sur le continent africain et la publier sur le site Web de la BAD.

En effet, nous avons salué votre annonce faite en date du 24 septembre dans laquelle vous avez réitéré l'engagement de la BAD à ne plus financer les centrales à charbon sur le continent, mais plutôt de construire la "plus grande zone d'énergie solaire de la planète" dans le Sahel.

Cette annonce fait suite à une série de [rapports scientifiques](#) confirmant que l'arrêt de la construction des centrales à charbon ainsi que la fermeture de centrales existantes constituaient un élément crucial pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris.

La vulnérabilité de l'Afrique aux changements climatiques n'est plus à démontrer. Selon [l'indice de vulnérabilité aux changements climatiques de 2018](#), sept des dix pays les plus exposés au changement climatique se trouvent en Afrique. Au cours de cette année, deux puissants cyclones ont endeuillé le Mozambique, le Zimbabwe et le

Malawi, au moment où les vagues de sécheresses ont fait de nouveaux ravages en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique.

Les rapports successifs du Groupe International d'Experts sur le Climat (GIEC) confirment qu'après les zones polaires, le continent africain devrait être la deuxième région la plus durement touchée par les effets des changements climatiques. Ces effets entravent déjà le développement économique, réduisent parfois à néant des années de progrès économiques, exacerbent les conflits et poussent chaque année sur le chemin de l'exil des centaines de milliers de populations, particulièrement celles vivant dans les zones arides et celles touchées par la désertification.

Malgré ce tableau sombre, l'Afrique demeure à ce jour l'un des rares continents où le développement des centrales à charbon se poursuit bien que le dernier [rapport du GIEC](#) ait révélé que, pour atteindre l'objectif de 1.5 °C fixé dans l'Accord de Paris, toutes les centrales au charbon doivent fermer d'ici 2040. Si les projets d'exploitation des combustibles fossiles continuent au rythme actuel au niveau mondial, l'Afrique se dirige tout droit vers un réchauffement moyen de l'ordre de 3 voire 4 °C, un scénario qui aurait des conséquences désastreuses, avec des chaleurs extrêmes qui affecteraient la majorité des terres continentales, des risques accrus de sécheresse extrême (particulièrement en Afrique orientale et australe), une baisse du rendement agricole, des mauvaises récoltes et des inondations comme l'a souligné le rapport du GIEC. Ce même rapport indique clairement que quiconque soutient l'industrie des combustibles fossiles contribue sciemment à des souffrances indicibles dans le monde entier.

Devant ces phénomènes météorologiques extrêmes et risques associés qui menacent la vie et la survie des millions d'Africains, la jeunesse et la société civile africaine se sont mobilisées en masse entre le 20 et le 27 septembre pour appeler à une action immédiate et radicale en faveur du climat en accord avec la science et pour mettre fin à l'ère des combustibles fossiles.

Dans cette mobilisation historique baptisée "grèves climatiques mondiales", les personnes de tous les horizons, y compris des communautés de pêcheurs et d'agriculteurs, les femmes, les jeunes; divers acteurs de la société civile, les responsables des gouvernements locaux, les leaders culturels et religieux ont pris part aux actions visant à envoyer un message fort à leurs dirigeants et institutions financières que **l'Afrique n'a pas besoin de combustibles fossiles pour satisfaire sa demande en énergie et accroître sa capacité énergétique, mais doit plutôt guider le monde dans la transition énergétique alimentée par des sources renouvelables**. Les communautés affectées par les projets charbonniers de Bargny (Sénégal), de Lamu (Kenya) et d'Afrique du Sud ont pris les devants dans ces mobilisations.

Tout en vous remerciant et félicitant pour votre engagement à débarrasser l'Afrique de l'emprise du charbon et d'accélérer l'usage des énergies renouvelables, nous sommes convaincus que la BAD peut joindre l'acte à la parole en se désengageant officiellement et définitivement de tout projet charbonnier, **à commencer par celui de Sendou (Sénégal) où le Conseil d'administration de la BAD avait approuvé une créance privilégiée d'un montant de 55 millions d'euros le 25 novembre 2009. Par la suite, le même conseil avait approuvé un prêt supplémentaire d'un montant de 5 millions¹.**

En agissant ainsi, nous serons véritablement convaincu.e.s que les déclarations faites à New York ne sont pas de simples annonces, mais plutôt un ferme engagement à appuyer activement et concrètement la transition énergétique basée sur les renouvelables dont l'Afrique a tant besoin pour non seulement lutter contre les changements climatiques mais aussi booster la croissance et améliorer le bien-être de ses habitants.

¹ (source: Rapport de vérification de la conformité, Projet de centrale à charbon de Sendou, Mécanisme indépendant d'inspection, Requête n° RQ 2016/2; pages 5).



C'est pourquoi nous appelons vivement la BAD à:

- Mettre en place immédiatement une directive interdisant le financement, les services financiers ou soutien technique de la banque envers tout projet charbonnier sur le continent africain et la publier sur le site Web de la BAD;
- Réorienter le portefeuille de la BAD vers des projets à 100% d'énergies renouvelables, l'agriculture et des infrastructures durables et à faibles émissions;
- Publier une feuille de route pour réduire les émissions à l'échelle du portefeuille et s'aligner sur l'objectif de 1,5 ° C.
- Accroître la transparence et l'accès à l'information, ainsi qu'une transparence accrue dans l'engagement et la consultation des parties prenantes en matière de financement de l'énergie.
- Diffuser des informations supplémentaires ou un calendrier pour la publication d'informations supplémentaires concernant la construction de "la plus grande zone d'énergie solaire de la planète" dans la région du Sahel;

Nous espérons avoir de vos nouvelles sur les mesures qui seront prises pour réaliser ces changements. Nous espérons que nous pourrions tous travailler ensemble pour créer un avenir meilleur et durable pour le continent africain.

Sincères Salutations,

- 350Africa.org
- African Climate Reality Project
- Action Solidaire Internationale
- Hope Land Congo
- Réseau des Associations pour le Protection de l'Environnement
- 350 Cote d'Ivoire
- JVE Cote d'Ivoire
- JVE Niger
- JVE Senegal
- Volontariat-Action-Mobilite
- Jeunes Volontaires pour l'Environnement International
- Collectif Bargny
- Jeune Vert Togo
- Jeunesse Unie pour le Progrès et le Développement
- Actions en Faveur de l'Homme et de la Nature Côte d'Ivoire
- AEV
- JVE Rwanda
- Actions communautaires pour le développement intégral
- ENERGIES 2050
- Plateforme de Plaidoyer, Recherche et de Renforcement des Capacités des ONGs
- Association Malienne pour la Solidarité et le Développement
- Association des Journalistes Professionnels pour l'Environnement
- Plateforme de la Société Civile Changement Climatique et Développement durable Côte d'Ivoire
- Association des Acteurs de Développement



- Organisation Congolaise des Ecologistes et Amis de la Nature - RD Congo
- Association Catholique pour la Protection de l'Environnement
- PAWA254
- Lawyers' Environmental Action Team
- Justice Peace and Integrity of Creation
- Global Initiative for Food Security and Ecosystem Preservation
- Save Lamu
- 350 Ghana Reducing Our Carbon
- Africa Institute for Energy Governance
- Sierra Leone School Green Clubs
- Green Saturday
- 350 Kenya
- Muslims for Human Rights (MUHURI)
- Center For Justice Governance and Environmental Action (CJGEA)
- Friends of Lake Turkana (FoLT)
- Fahamu Africa
- HAKI Africa
- SAFCEI
- Earthlife Africa
- WESSA
- groundWork
- Project 90 by 2030
- Greenpeace Africa
- HOMEAF
- Natural Justice Kenya/Senegal
- Abibiman Foundation
- JVE International
- Baruch Initiative for Transformation
- Agro Tech Liberia
- Action for Social Development and Environmental Protection Organization (ASDEPO)
- Surge Africa
- Coal Free Nigeria
- Fossil Free South Africa
- Global Media Foundation (GLOMEF)
- DASCO - Design for Activism & Social Change Organization
- Africa Green Concern Group
- Kishoka Youth Organization
- Arewa Youth Trust Foundation
- Christian Aid
- Light Ethiopia
- Urgewald eV
- Arab Watch Regional Coalition (AWC)
- Environmental Friendly Initiative
- ONG Gabon Environnement



- Bank Information Center
- Youth and Cultural Development Foundation
- Climate Reality Leaders Zambia
- Friends of the Earth United States

